

# Le 1<sup>er</sup> octobre,

# en grève



# pour arracher des victoires

SUD éducation appelle les personnels à se mobiliser par la grève le 1er octobre prochain pour faire entendre notre exigence d'une vraie politique de justice sociale ! Le gouvernement est largement affaibli, il n'a aucune légitimité. Sa politique au service des plus riches et des extrêmes droite doit cesser. Par la mobilisation massive dans tous les secteurs, nous allons construire un rapport de force capable d'imposer des mesures pour une société plus écologique et plus juste.

## → Pourquoi se mobiliser le 1er octobre ?

→ **Le gouvernement et l'extrême droite s'allient pour nous imposer une société violente qui discrimine les individus en fonction de leurs origines, de leur religion réelle ou supposée, de leur genre, de leur orientation sexuelle, du handicap.**

Au contraire SUD éducation porte des mesures de progrès social pour une société plus libre et pour lutter contre les discriminations au travail, par exemple :

- la création d'un congé menstruel ;
- la facilitation des changements de genre dans l'état civil pour les personnes trans ;



· l'abrogation de la clause de nationalité pour accéder à la Fonction publique ;

· le paiement à 100% des personnels en situation de handicap qui bénéficient d'un temps partiel de droit.

→ **Nos revendications sont majoritaires dans le pays :**

- l'augmentation des salaires et du SMIC, ainsi que leur indexation sur les prix ;
- l'abrogation de la réforme des retraites ;
- le développement des services publics (transports, santé, éducation, Poste...) sur tout le territoire.

# En grève, le 1er octobre, pour améliorer la vie de tou·tes

→ **Le budget de l'année 2025 va prochainement être présenté à l'Assemblée nationale à partir du 1er octobre, il faut que l'école participe à préparer la société de demain :**

- par la rénovation du bâti scolaire afin de le désamianter et de réduire les consommations d'énergie ;
- par l'attribution de moyens à l'école pour recruter davantage, mieux rémunérer, et baisser le nombre d'élèves par classe ;

· par la création d'un statut de la Fonction publique pour les AESH et par la titularisation des personnels contractuels ;

· par la refonte et l'élargissement au lycée de la carte de l'éducation prioritaire et une hausse des moyens ;

· par l'abrogation des réformes de tri social, des réformes Banquer au Choc des Savoirs.



## En finançant l'école privée, l'État finance la ségrégation sociale et scolaire !

Lorsqu'un établissement défavorisé se trouve à côté d'un établissement plus favorisé, dans 85% des cas, ce dernier est un établissement privé. L'enseignement privé s'est embourgeoisé depuis 2017 à mesure que le service public d'éducation a perdu en mixité. SUD éducation s'oppose à la politique du ministère d'encourager la mixité sociale dans le privé. Au contraire SUD éducation revendique l'arrêt du financement de l'école privée par l'argent public afin de rétablir de la mixité sociale dans les écoles publiques. En finançant à 75% l'école privée (au moins 10 milliards par an), l'État finance la mise en concurrence du service public d'éducation, en payant pour une école privée à 96% catholique pour les plus riches.

**Pour SUD éducation, il est plus que jamais temps de reprendre le débat sur la fin du dualisme scolaire à l'occasion des débats sur le budget 2025 :**

- en mettant fin au financement public de l'enseignement privé ;
- en nationalisant l'enseignement privé, sans indemnité ni rachat, et en transférant ses personnels dans les corps correspondants de l'enseignement public.